

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : AFR 59/004/2008 (Document public)

ÉFAI

Mercredi 4 juin 2008

## Ouganda. Amnesty International condamne les attaques contre les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres

Amnesty International est préoccupée par le harcèlement et les agressions dont ne cessent d'être victimes les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres qui luttent en faveur des droits humains en Ouganda. L'organisation a demandé ce mercredi 4 juin 2008 au gouvernement ougandais d'assurer leur sécurité sur son territoire et de mettre fin au harcèlement infligé à l'ensemble des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres par les policiers ougandais.

Le 4 juin 2008, trois défenseurs des droits humains membres de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre ont été arrêtés de manière arbitraire après qu'un groupe de sept militants d'une association de défense des droits des minorités sexuelles en Ouganda, *Sexual Minorities Uganda* (SMUG), eut distribué un communiqué de presse aux personnes participant à la conférence sur la mise en œuvre de la lutte contre le VIH/sida à l'Imperial Royal Hotel, à Kampala. Ce document et un rapport associé exposaient la demande de leur organisation en faveur de programmes de prévention du VIH à destination des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres en Ouganda.

Les policiers ont arrêté les trois militants à l'hôtel. L'un d'entre eux participait semble-t-il à la conférence. Le 4 juin à 16 heures, ils étaient toujours détenus pour interrogatoire au poste de police de Jinja Road, à Kampala.

Amnesty International condamne l'arrestation arbitraire de ces personnes et redoute qu'elles ne soient soumises à des mesures de harcèlement et à des traitements dégradants en garde à vue, ces pratiques étant répandues à l'encontre des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres dans les commissariats ougandais. Selon l'organisation, les trois militants sont des prisonniers d'opinion, maintenus en détention pour avoir défendu de manière pacifique les droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres à des traitements et à des mesures de prévention contre le VIH/sida. Aussi doivent-ils être libérés immédiatement et sans condition.

Ces arrestations font suite à la détention arbitraire et aux mauvais traitements en garde à vue infligés récemment à deux personnes transgenres à Kampala. Le 20 mai 2008, tandis qu'elles dansaient au Capital Pub à Kampala, elles ont été appréhendées par des videurs, harcelées et battues, questionnées sur leur identité d'homme ou de femme et « accusées » d'être homosexuelles. La direction du Capital Pub a appelé la police, qui a gardé ces deux personnes transgenres pendant quatre jours au commissariat de Kabalagala. Au cours de leur détention, elles ont été battues à plusieurs reprises par des policiers. L'une d'entre elles a été embrassée et caressée par ses codétenus, qui lui ont proposé de force d'avoir des rapports sexuels ; en outre, un policier l'a déshabillée et lui a tripoté les parties génitales. L'une d'entre elles s'est vu refuser des soins médicaux pour son diabète et n'a reçu qu'un repas par jour. Après avoir été libérées sous caution, toutes deux ont été inculpées de troubles à l'ordre public et attendent d'être jugées.

Depuis leur remise en liberté, elles ont été la cible de harcèlement et d'attaques violentes de personnes de leur quartier informées par la police de leur identité de genre. Les menaces initiales ont dégénéré jusqu'à une grave agression violente dans la nuit du 3 juin, à Old Kampala, imputable à un groupe de jeunes. Depuis lors, la police a interpellé l'un des assaillants. Amnesty International demande que cette agression fasse l'objet

d'une enquête et que les auteurs présumés soient jugés dans le cadre de procès équitables.

Document public

\*\*\*\*\*

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. web : [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)